

La croissance de l'économie belge devrait s'établir à 1,4 % en 2020

En comparaison avec nos prévisions de septembre dernier, les perspectives de croissance de l'économie belge pour 2020 sont revues à la hausse de 1,1 % à 1,4 %. L'estimation de la croissance trimestrielle de 2020 reste inchangée, mais un effet d'acquis de croissance plus favorable – lié à la croissance plus soutenue que prévu au second semestre 2019 – entraîne une révision à la hausse de la croissance calculée sur base annuelle. L'emploi, pour sa part, progresserait de 53 000 personnes cette année tandis que l'inflation fléchirait à 1,1 %.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Les présentes perspectives macroéconomiques ne prennent en compte que les mesures dont les modalités d'application sont connues avec suffisamment de précision.

La croissance économique de la zone euro devrait quasiment se stabiliser en 2020

Tout comme en 2019, les conflits commerciaux internationaux devraient, cette année encore, freiner la croissance de l'économie mondiale. Le dynamisme de l'économie américaine s'essouffle, en partie en raison des différends avec la Chine, mais aussi compte tenu de l'extinction progressive des impulsions budgétaires expansionnistes. Par conséquent, la croissance du PIB américain devrait fléchir à 1,9 % en 2020 (contre 2,3 % en 2019).

Les incertitudes en matière de commerce international affectent surtout la zone euro, laquelle est beaucoup plus ouverte que les économies américaine et chinoise. En conséquence, la croissance du PIB de la zone euro est retombée de 1,9 % en 2018 à 1,2 % en 2019. La stabilisation, voire la timide reprise, intervenue récemment d'un certain nombre d'indicateurs de confiance indique que les risques à la baisse à court terme se sont réduits, notamment à la faveur d'un accord récent entre les États-Unis et la Chine et de la probabilité accrue d'une sortie ordonnée du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans ce contexte, la croissance économique de la zone euro devrait pratiquement rester stable en 2020, à 1,1 %.

Ce scénario ne tient pas compte de l'impact négatif de l'épidémie du coronavirus sur l'économie chinoise et sur le commerce international. À l'heure actuelle, il est difficile d'en évaluer les conséquences mais l'épidémie pourrait peser sur la restauration de la confiance.

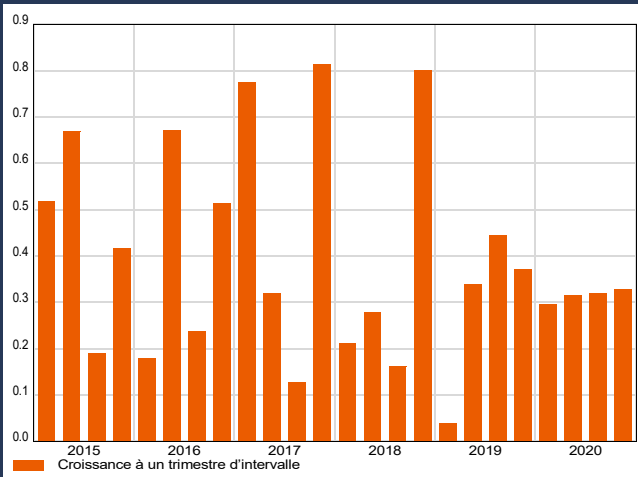
La croissance de l'économie belge se maintiendrait grâce aux exportations et à la consommation des particuliers

En enregistrant une croissance de 1,4 %, l'économie belge a dépassé les attentes en 2019. Certes, le ralentissement de la conjoncture internationale a freiné la croissance des exportations et l'érosion de la confiance des consommateurs a pesé sur la dynamique de la consommation des particuliers mais, par ailleurs, la contribution des exportations nettes à la croissance a été moins négative qu'en 2018. En 2020, les exportations et la consommation des particuliers devraient se renforcer alors que, dans le même temps, les importations devraient afficher un net rebond. Par conséquent, la croissance économique se stabiliserait à 1,4 %.

Étant donné l'environnement international moins porteur, la croissance en volume des exportations belges a fléchi en 2018 et 2019 pour atteindre, respectivement, 1,2 % et 1,1 %. Cette année, elle devrait quelque peu s'accélérer, pour s'établir à 1,9 %. Pour la troisième année consécutive, le dynamisme de la demande intérieure devrait donner lieu à une croissance des importations supérieure à celle des exportations, ce qui se solde par une contribution négative des exportations nettes à la croissance économique. En 2020, le déficit des opérations courantes de la balance des paiements devrait être moindre qu'en 2019 grâce à la baisse des prix de l'énergie.

Le revenu disponible réel des particuliers a augmenté de 2,5 % l'an dernier et devrait encore progresser de 1,9 % cette année. Ces deux années sont marquées par un ralentissement de l'inflation, laquelle est inférieure à l'indexation des salaires et des allocations sociales. En outre, le pouvoir d'achat a été soutenu en 2019 par des baisses de l'impôt des personnes physiques (dans le cadre de la dernière phase du tax shift) et par une augmentation significative de l'emploi. En 2020, aucune mesure supplémentaire de réduction de l'impôt des personnes physiques n'est prévue et le rythme des créa-

Évolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



tions d'emploi se tasse quelque peu. L'an dernier, en raison d'une perte de confiance des consommateurs, la croissance en volume de la consommation des particuliers n'a pas dépassé 1,1 %, ce qui a mené à une nette augmentation du taux d'épargne. Au cours des derniers mois, la confiance des consommateurs s'est néanmoins timidement redressée. Avec une croissance de 1,8 %, les dépenses de consommation devraient être le principal moteur de la demande intérieure en 2020 et le taux d'épargne des particuliers devrait pratiquement se stabiliser. Les investissements des particuliers, pour leur part, bénéficient, tant en 2019 qu'en 2020, de la faiblesse des taux. Ces investissements ont fortement augmenté en 2019 (5,5 %) et se maintiendraient à un niveau élevé en 2020, affichant une nouvelle progression de 1 %.

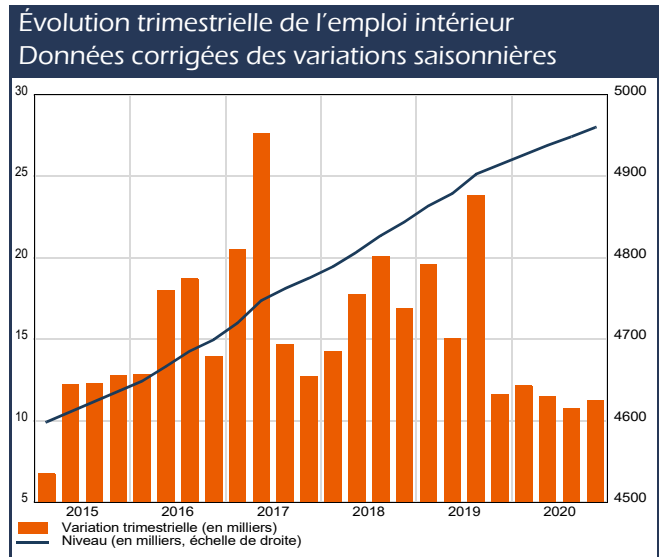
La détérioration de la conjoncture internationale a affecté la confiance des entrepreneurs belges en 2018 et durant les trois premiers trimestres de 2019. Les investissements des entreprises se sont toutefois montrés relativement dynamiques, enregistrant une croissance en volume de 3,9 % en 2018 et de 3,1 % en 2019. Cette année, on s'attend à une croissance moins soutenue, de l'ordre de 2,4 %. D'une part, le contexte actuel reste propice à l'investissement en raison de la rentabilité élevée et des conditions de financement favorables. De plus, le baromètre conjoncturel s'est nettement redressé depuis septembre 2019. D'autre part, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est retombé, depuis le quatrième trimestre 2019, juste en dessous de sa moyenne historique, ce qui réduit les besoins en investissements d'expansion.

En 2020, la consommation publique devrait progresser de 1,4 % en termes réels, tout comme en 2019. Les investissements publics en volume se sont légèrement contractés en 2019 (-1,1 %), en raison d'une forte baisse des investissements des pouvoirs locaux. Cette année, le total des investissements publics devrait progresser de 2,9 %. Il est soutenu par les investissements des Régions, alors que les investissements des pouvoirs locaux seraient à nouveau en recul, mais dans une moindre mesure qu'en 2019.

En dépit d'un fléchissement, la croissance de l'emploi reste soutenue

L'emploi intérieur a, une nouvelle fois, fortement progressé l'année dernière (+73 000 personnes), portant l'augmentation globale depuis 2014 à 313 000 personnes. L'emploi dans le secteur marchand a crû de 1,5 % par an en moyenne au cours de cette période. La faible croissance de la productivité (0,3 % par an en moyenne depuis 2014 ; -0,2 % l'an dernier) s'explique notamment par les mesures prises depuis 2015 pour réduire le coût du travail, lesquelles ont favorisé l'intensité en main-d'œuvre de la croissance. En outre, l'emploi du secteur public, lui aussi, a continué d'augmenter au cours de cette période (+19 000 personnes depuis

2014). Le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi) a reculé de 169 000 personnes depuis 2014, tandis que le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) a sensiblement baissé, passant de 8,5 % à 5,4 %.



Cette année, la croissance de l'activité marchande se stabilise quasiment, mais celle de la productivité se redresse (de -0,2 % à 0,4 %), dans le sillage d'une croissance plus soutenue du coût réel du travail. En conséquence, l'augmentation de l'emploi intérieur se tasse quelque peu, pour atteindre 53 000 personnes. Dans le même temps, la population active continue d'augmenter de manière significative (+33 000 personnes). La croissance de la population active est désormais encore à peine soutenue par des impulsions démographiques ; depuis quelques années, elle repose en effet sur une évolution plus dynamique des taux d'activité. La baisse du nombre de chômeurs devrait donc être plus limitée cette année (-20 000 personnes) que dans le passé récent. Le taux de chômage Eurostat s'établirait à 5,3 %.

Nouveau ralentissement de l'inflation grâce à la baisse des prix de l'énergie

Tout comme en 2019, l'inflation sous-jacente devrait connaître une légère augmentation cette année, liée à l'accélération de la croissance du coût de la main-d'œuvre de mise depuis 2017. Toutefois, l'inflation totale continuerait de ralentir, passant de 1,4 % en 2019 à 1,1 % en 2020, et ce en raison du niveau sensiblement moins élevé en 2020 qu'en 2019 du prix du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par la baisse du prix de l'essence et du diesel, ralentirait également, passant de 1,5 % en 2019 à 1,2 % cette année. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (107,20) serait dépassé en février 2020.

Chiffres clés pour l'économie belge

Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2017	2018	2019	2020
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,8	1,5	1,1	1,8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0,3	0,9	1,4	1,4
Formation brute de capital fixe	1,3	4,0	3,1	2,2
Dépenses nationales totales	1,2	2,2	1,5	1,7
Exportations de biens et services	5,3	1,2	1,1	1,9
Importations de biens et services	4,4	2,1	1,2	2,3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,7	-0,7	-0,1	-0,4
Produit intérieur brut	2,0	1,5	1,4	1,4
Indice national des prix à la consommation	2,1	2,1	1,4	1,1
Indice santé	1,8	1,8	1,5	1,2
Revenu disponible réel des particuliers	1,8	1,1	2,5	1,9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12,0	11,8	13,0	13,1
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	76,1	65,7	72,8	53,4
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,1	6,0	5,4	5,3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	1,2	-1,0	-1,9	-1,8
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	113,0	118,1	112,0	111,3
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0,3	-0,3	-0,4	-0,4
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0,7	0,7	0,2	-0,1